

« Sécurité Globale » :

Poursuivons la mobilisation jusqu'au retrait

Samedi 5 décembre, les manifestantes et manifestants ont exercé leurs droits les plus fondamentaux, en se joignant aux « Marches des libertés et des justices » à Poitiers comme dans de nombreuses villes, contre la proposition de loi « Sécurité globale » et contre les injustices. Face à un gouvernement et une majorité parlementaire qui persistent dans cette proposition de loi qui porte atteinte aux libertés fondamentales, nous nous félicitons que le 3ème rassemblement à Poitiers ait encore réuni plusieurs centaines de personnes. À Poitiers comme ailleurs, la diversité et l'ampleur des cortèges a témoigné de l'enracinement de la contestation alors que d'autres villes rejoignaient le mouvement.

Après l'annonce de la réécriture de l'article 24 de la proposition de loi « sécurité globale » et pour faire bonne figure aux yeux de l'opinion après le succès sans précédent des mobilisations, le gouvernement et la majorité parlementaire essaient maintenant d'en inclure les dispositions dans l'article 18 (ex article 25) du projet de loi « confortant les principes de la République » (ex projet de loi sur le séparatisme). Ces dispositions liberticides représentent, plus que jamais, une menace pour le droit d'informer et d'être informé et doivent disparaître.

Les articles 21 et 22 du texte « sécurité globale » demeurent, visant l'instauration d'outils de surveillance de masse. L'utilisation des drones avec caméras (article 22) menace la liberté d'expression et de manifestation et rend illusoire la protection des sources des journalistes et lanceur·se.s d'alerte.

Par ailleurs, les trois décrets parus le 2 décembre qui viennent compléter la loi « Sécurité Globale » sont tout autant inacceptables : ils étendent le périmètre des trois fichiers relatifs à la sécurité publique (PASP, GIPASP et EASP), ouvrant la voie au fichage massif et systématique des militantes et militants politiques et syndicaux.

Tant qu'il n'y aura pas de retrait réel de la loi « Sécurité globale » et du schéma national du maintien de l'ordre, les actions continueront et s'inscriront dans la durée dans les jours et les semaines qui viennent.

Premiers signataires : Alternatiba, Amis de la Terre Poitou, Attac 86, CD2R 86, UD-CGT 86, Cimade Poitiers, DNSI 86, Education.World 86, EELV Poitiers-Sud, Greenpeace Poitiers, LDH Châtelleraut et Poitiers, Libre Pensée 86, Min'de Rien 86, MJCF 86, NPA 86, OCL Poitou, PCF 86, Place Publique 86, POI 86, Poitiers Palestine, Points de vue Citoyens, RESF 86, Syndicat National des Journalistes, Solidaires 86, UCL Poitiers, XR Poitiers